

Panorama de la Guadeloupe

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Basse-Terre
Superficie	1 628 km ²
Situation géographique	Arc Antillais - New York à 2 950 km, Paris à 6 800 km, Martinique à 200 km
Langues parlées	Français et Créole
Monnaie	Euro
Statut	Département et région d'Outre-mer (DROM) et région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2010)	38
Représentation nationale	4 députés, 3 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

Repères historiques

La Guadeloupe appartient à un chapelet d'îles en demi-cercle qui forment l'Arc Antillais, entre Porto Rico et le continent américain. Son histoire est étroitement liée à l'expansion coloniale des Européens dans la Caraïbe. Les traces des premiers habitants, qui seraient originaires d'Amérique du Sud, remontent à 3 500 av. J.-C. L'île a ensuite été occupée par les Indiens Arawaks vers 700 av. J.-C. Entre le IX^e et le XIV^e siècle, les Indiens Caraïbes ou Kalinas arrivent dans l'île et la baptisent Karukéra (« l'île aux grands arbres »). Christophe Colomb débarque le 4 novembre 1493 à Sainte-Marie et nomme l'île « Guadeloupe ».

Vers 1644 se dessine la vocation économique de la Guadeloupe avec la culture de la canne à sucre qui exige une importante main-d'œuvre, issue du commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et le continent américain. Le « code noir » de 1685 organise la vie économique et sociale. Après une première tentative sous la convention en 1794, il faudra attendre 1848 pour que l'abolition de l'esclavage soit définitivement promulguée sous l'impulsion du député Victor Schœlcher. Les premiers travailleurs volontaires venus des Indes arrivent à Saint-François en 1853 afin de remplacer la main-d'œuvre manquante dans les plantations.

Depuis 1871, sans interruption, la Guadeloupe est représentée au parlement français. Le 19 mars 1946, l'Assemblée nationale institutionnalise la Guadeloupe en tant que département français d'Outre-mer (DOM). Ce nouveau statut provoque de profonds bouleversements de la société guadeloupéenne. Il transforme sa structure économique, permet de développer ses infrastructures et modifie progressivement les conditions sociales des populations.

Le 7 décembre 2003, une consultation de l'ensemble du corps électoral est organisée pour se prononcer sur la création d'une collectivité unique se substituant au département et à la région dans le cadre de l'article 73 de la constitution. Le « non » l'emporte à 72,5 % des suffrages exprimés avec un taux de participation de 50,34 %. La loi du 21 février 2007, portant sur les dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer, crée en accord avec le choix des populations concernées, les deux nouvelles collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, jusqu'alors communes de la Guadeloupe.

Organisation institutionnelle

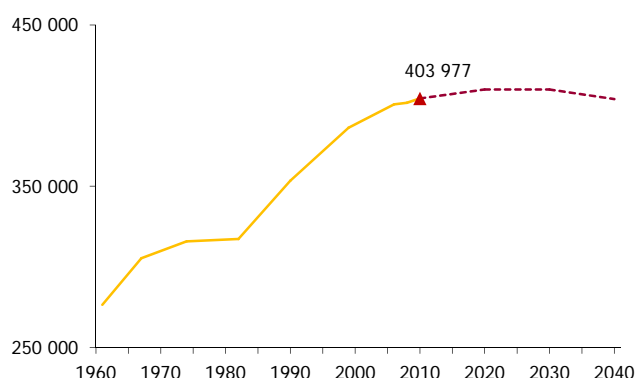
Le cadre institutionnel de l'outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à la réforme de l'organisation décentralisée de la République. Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946 et celle du 31 décembre 1982, la Guadeloupe est un département et une région mais, à la différence de ses homologues de l'Hexagone, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. Désormais, les DOM sont devenus des DROM (départements et régions d'Outre-mer) régis par le principe de l'identité législative, conformément à l'article 73 de la Constitution. Néanmoins, des adaptations aux lois et règlements qui prévalent en métropole sont autorisées, dès lors qu'elles sont motivées par « les caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités ». Au niveau communautaire, la Guadeloupe, comme les autres DROM, est une Région ultrapériphérique (RUP). Ce régime prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire et permet de bénéficier des fonds structurels.

UNE POPULATION EN VIEILLISSEMENT

La population guadeloupéenne est estimée à 403 977 habitants au 1^{er} janvier 2012, soit 0,6 % de la population française. Sur la période 2006-2012, le taux de croissance annuel moyen de la population s'est sensiblement réduit par rapport à celui de la décennie 1990 (+1 %), pour s'établir à +0,1 %. Ce rythme est désormais inférieur à celui du territoire national (+0,6 %) et devrait encore ralentir au point de devenir négatif entre 2030 et 2040. La Guadeloupe aurait, en 2040, un nombre d'habitants estimé à 404 000, à peine supérieur à la population actuelle.

Si la population de l'archipel est plus jeune que celle de métropole, elle vieillit en raison de la baisse de la natalité et d'un solde migratoire déficitaire. Avec l'arrivée aux grands âges des générations les plus nombreuses aujourd'hui, la part des plus de 60 ans devrait atteindre 40 % en 2040. A cette date, la Guadeloupe sera la troisième région la plus âgée de France, derrière la Corse et la Martinique.

Population de la Guadeloupe à l'horizon 2040

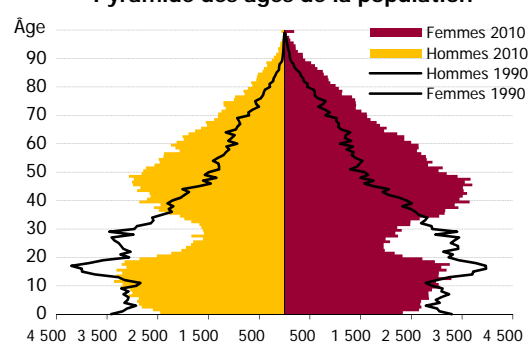


Source : INSEE - Recensements et projections

Indicateurs démographiques	Guadeloupe	France ⁽¹⁾
Population (en milliers, en millions pour la France, 2012)	404	65,8
Part des moins de 20 ans (en %, 2012)	29	24,7
Part des 20 - 59 ans (en %, 2012)	51	51,5
Part des 60 ans et plus (en %, 2012)	20	23,8
Densité de population (hab/km ² , au 01/01/2012)	248	115 ⁽²⁾
Taux de croissance annuel de la pop. (en %, 2012)	0,1	0,6 ⁽³⁾
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2011)	13,3	12,6
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2011)	7	8,4
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances, 2009-2011)	7,9	3,4
Indice conjoncturel de fécondité (2011)	2,17	2,01
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2012)	83,5	84,8
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2012)	77	78,4

(1) Bilan démographique de l'Insee 2012 (population au 01/01/2013) ; (2) Densité de la population française métropolitaine en 2011 ; (3) De 2003 à 2013
Source : INSEE

Pyramide des âges de la population



Sources : INSEE - Etat civil

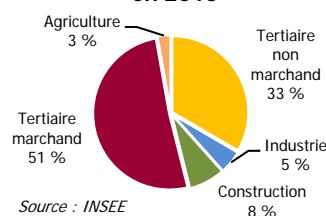
PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Guadeloupe a bénéficié d'une croissance économique soutenue entre 1993 et 2008 (+3,1 % par an en volume), tirée par la consommation et l'investissement. Celle-ci s'est accompagnée d'une tertiarisation accrue des activités. En 2011, le PIB par habitant (19 589 €) reste inférieur de 37 % à celui de l'Hexagone, bien que cet écart se soit réduit de 6 points en 15 ans. Après un repli de 4,8 % du PIB en volume en 2009 en liaison avec la crise sociale, l'économie renoue avec la croissance en 2010 (+2,7 %) puis en 2011 (+1,3 %). En 2011, la consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance, reste bien orientée (+0,9 %) ; tandis que la progression de l'investissement s'est nettement infléchi (+1,2 % contre 7,7 % en 2010), marquant un manque de confiance des acteurs économiques. La zone industrielle et commerciale principale est située dans la commune de Baie-Mahault, sur le site de Jarry. Poumon économique, elle regroupe 12 000 salariés et génère 23 % de la valeur ajoutée de l'île.

Principaux indicateurs économiques	Guadeloupe	France ⁽¹⁾
PIB (milliards d'euros courants, 2011)	7,9 ⁽²⁾	2 032,3
Taux de croissance du PIB (en %, euros constants, 2011)	1,3 ⁽²⁾	0,0
PIB par habitant (euros courants 2011)	19 589 ⁽²⁾	31 059
Dépenses de l'État dans la collectivité (en % du PIB, 2011)	30,4	-
Dette des collectivités ⁽³⁾ (millions d'euros, au 1 ^{er} janvier 2011)	634,6	8,5 ⁽⁴⁾

(1) Chiffres de 2012 sauf mention contraire ; (2) Estimations Cerom, (3) Région, département et communes ; (4) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht
Sources : INSEE, Douanes, Cerom, DRFIP

Répartition de la valeur ajoutée en 2010

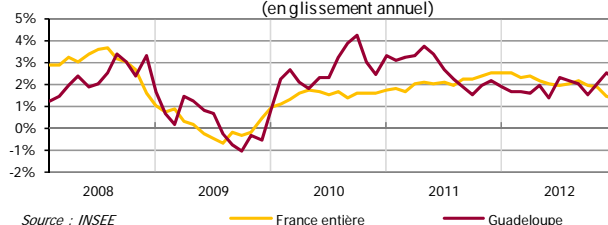


Source : INSEE

Hausse des prix modérée

Entre 2007 et 2012, l'indice des prix à la consommation a progressé de 1,8 % en moyenne par an, soit un taux de croissance légèrement supérieur à celui observé au niveau national (+ 1,7 %). En 2012, l'inflation est en moyenne de +1,9 %, et atteint +2,1 % en fin d'année. Cette hausse est sensiblement inférieure à celle de 2011 (+2,6 % en moyenne), qui avait été marquée par une forte poussée des prix de l'énergie.

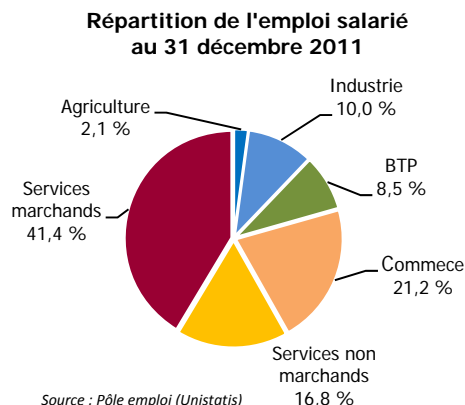
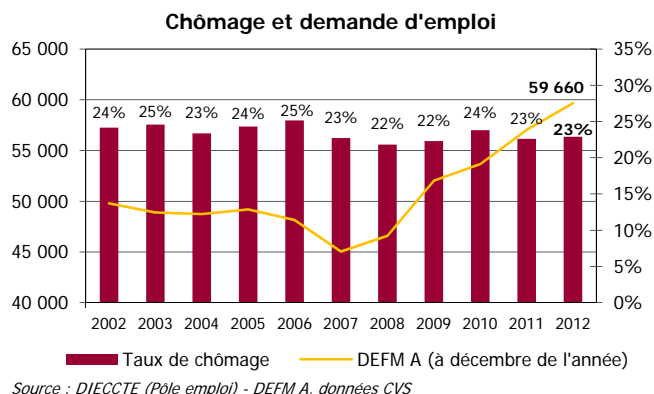
Indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



Source : INSEE

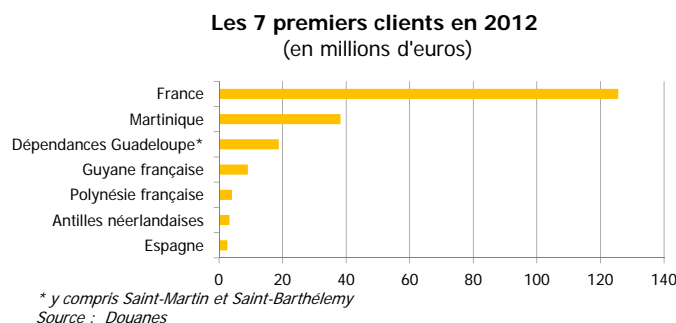
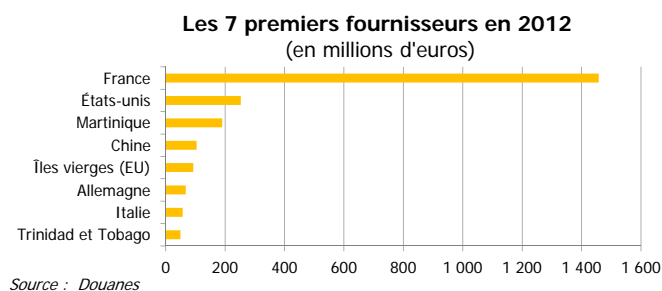
Le chômage stagne à un niveau élevé

Le marché du travail se caractérise par la prédominance de l'emploi salarié dans le secteur tertiaire et par un taux de chômage (22,9 % en 2012) plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale. Après avoir diminué entre 2000 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) connaît une accélération (+32,5 % entre 2007 et 2012) pour atteindre fin 2012 son plus haut niveau de la décennie avec 59 660 inscrits contre 45 040 en 2007.



Un déficit structurel des échanges commerciaux

À l'image des autres DOM, la Guadeloupe se caractérise par la faiblesse de ses exportations et un recours important aux importations : le taux de couverture des échanges s'établit à 8,1 % en 2012. La France est le premier client et fournisseur de l'île. Les échanges commerciaux régionaux (y compris les Départements Français d'Amérique) sont marginaux : les importations régionales sont principalement originaires des États-Unis et de la Martinique (achats de produits pétroliers), tandis que les exportations régionales sont à 97 % destinées aux DFA et aux collectivités voisines de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.



Importations en valeur (en millions d'euros)	2012*
Autres produits industriels	921,9
Équipements mécaniques et matériels électriques	404,8
Produits des industries agroalimentaires	435,0
Matériels de transport	234,4
Produits pétroliers raffinés	552,9
Produits agricoles et de la pêche	50,9
Autres produits	62,9
Total	2 662,9

*Données provisoires
Source : Douanes

Exportations en valeur (en millions d'euros)	2012*
Produits des industries agroalimentaires	61,3
Autres produits industriels	40,7
Produits agricoles et de la pêche	36,0
Équipements mécaniques et matériels électriques	22,4
Matériels de transport	25,6
Hydrocarbures naturels, électricité, déchets	17,0
Autres produits	13,2
Total	216,1

*Données provisoires
Source : Douanes

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie guadeloupéenne s'est sensiblement modifiée depuis le début des années 1990 avec le développement accéléré d'un secteur privé très dynamique, majoritairement de services, supplantant les secteurs traditionnels de l'agriculture, du petit commerce et du bâtiment. En 2010, le tertiaire contribue à hauteur de 84 % à la production de richesse (dont 12 % pour le commerce), devant le bâtiment et les travaux publics (8 %), l'industrie (5 %) et l'agriculture (3 %).

Principaux indicateurs sectoriels	2012	2012 ⁽¹⁾ /2002
Vente de ciment (en tonnes)	248 700	-1,3 %
Nombre de passagers à l'aéroport (en milliers)	1 995	1,0 %
Nombre de croisiéristes	158 288	2,2 %
Production de rhum (en hectolitre d'alcool pur)	81 950	2,0 %
Production commercialisée de bananes (en tonnes)	66 923	-3,6 %
Cannes broyées (en tonnes)	585 601	-1,2 %
Production de sucre (en tonnes)	53 499	0,3 %

(1) Taux de croissance annuel moyen

Sources : Ciment Antillais, Aéroport Pôle Caraïbe, Guadeloupe Port Caraïbes, Douanes, DIECCTE, Centre technique de la Canne à sucre

Le BTP vit une sortie de crise difficile

Le BTP a joué un rôle moteur dans la croissance de l'île : de 1994 à 2009, sa valeur ajoutée a crû en moyenne de 6 % par an. Il est caractérisé par une forte atomicité (97,6 % des entreprises emploient 10 salariés ou moins). En 2010, il contribuait à 7,7 % de la création de richesse et employait 5 739 personnes contre 6 708 en 2011.

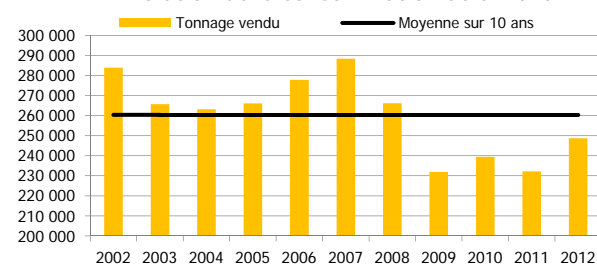
Après trois années de récession, le secteur vit une sortie de crise difficile. Le manque de grands projets structurants se fait toujours ressentir et le secteur reste fortement dépendant de la commande publique.

Un potentiel touristique à valoriser

Le tourisme joue un rôle important dans l'économie. En 2012, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration représente 7,9 % du tissu d'entreprises guadeloupéennes et emploie 7 067 salariés (soit 9 % des effectifs salariés).

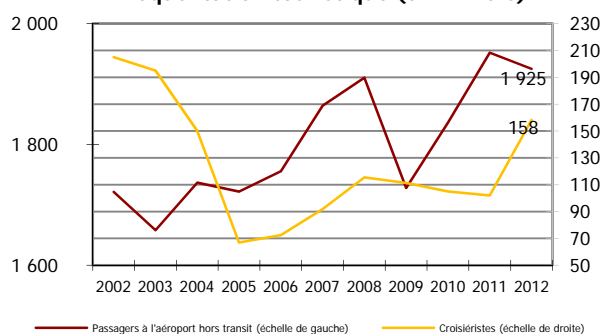
La fréquentation touristique est en légère hausse sur la décennie, mais souffre toujours de la compétitivité des destinations voisines. En 2012, le trafic de passagers à l'aéroport se tasse légèrement et la fréquentation des hôtels classés suit cette tendance. En revanche, le segment de la croisière se redresse grâce à la densification de l'offre et à l'arrivée de nouvelles compagnies. Le nombre de croisiéristes (158 288) revient à un niveau légèrement supérieur à celui enregistré en début de décennie (+0,7 % entre 2002 et 2012).

Évolution de la consommation de ciment



Source : Ciments Antillais, y compris îles du Nord

Fréquentation touristique (en milliers)



Source : Guadeloupe port Caraïbes, Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

En 2012, l'activité bancaire et financière de la Guadeloupe est portée par différents réseaux d'établissements de crédit et assimilés, installés localement ou non. Il est relevé 21 établissements répartis en 5 catégories : 5 banques commerciales affiliées à l'Association Française des Banques (AFB), 6 banques mutualistes et coopératives, 7 sociétés financières, 2 institutions financières spécialisées et 1 institution spécifique.

Indicateurs monétaires et financiers	2000	2012
Nombre d'habitants par guichet bancaire ¹	2 854	2 586
Nombre d'habitants par guichet automatique	2 070	1 049
Nombre de comptes bancaires par habitant	2,2	2,9
Actifs financiers des agents économiques ² (mds €)	3,5	7,1
Encours sains des crédits des agents économiques ² (mds €)	4,7 ³	7,9
Taux de créances douteuses brutes des établissements locaux (%)	10,5 ³	7,8

¹1653 habitants par guichet bancaire dans l'hexagone en 2011

²auprès de l'ensemble des établissements de crédits

³ données de 2004

Source : Iedom

Ces établissements totalisent 185 agences bancaires et emploient 1 889 collaborateurs. Le taux d'équipement régional en guichets bancaires et distributeurs automatiques s'est sensiblement amélioré ces dernières années. On compte ainsi un DAB-GAB pour 1 049 habitants en Guadeloupe contre un DAB-GAB pour 1 085 habitants dans l'Hexagone.

Les banques guadeloupéennes ont régulièrement contribué au financement du développement de l'économie locale : la croissance annuelle moyenne du total des encours de crédit s'est établie à 8,8 % entre 2004 et 2008 et maintenue légèrement positive (+1,1 %) pendant la crise de 2009 pour rebondir ensuite en 2010 (+6,4 %) et en 2011 à +7,1 %. En 2012, l'activité de crédit dans le département continue de progresser, mais à un rythme plus modéré (+3,7 %). Son maintien est exclusivement porté par le dynamisme des crédits à l'habitat (+8,2 %). Après une diminution marquée en 2011, la sinistralité de la place bancaire locale est en légère hausse en 2012 : sur un an, les encours douteux bruts augmentent de 1,7 % et atteignent 612 millions d'euros. Cependant, la proportion de ces créances douteuses dans le total des crédits consentis reste stable à 7,8 %.

Indicateurs d'entreprises	2012	Indicateurs ménages	2012
Coût moyen du crédit aux entreprises (% , janv. 2012)	5,25	Créances douteuses nettes (millions d'euros à fin déc. 2012)	234
Actifs financiers ¹ (millions d'euros, à fin déc. 2012)	1 431	Actifs financiers ¹ (millions d'euros, à fin déc. 2012)	5 267
Concours bancaires ² (millions d'euros, à fin déc. 2012)	3 760	Concours bancaires ² (millions d'euros, à fin déc. 2012)	3 036
<i>dont crédits d'exploitation (%)</i>	9	<i>dont crédits à la consommation (%)</i>	33
<i>dont crédits d'investissement (%)</i>	36	<i>dont crédits à l'habitat (%)</i>	67
<i>dont crédits immobiliers (%)</i>	55	Nombre de dossiers de surendettement	289

¹ auprès de l'ensemble des établissements de crédits

² concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : Iedom

¹ auprès de l'ensemble des établissements de crédits

² concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : Iedom

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2012 sauf mention contraire.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables librement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE - Responsable de rédaction : Charles APANON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : juillet 2013 – Dépôt légal : juillet 2013 – ISSN 1952-9619